

[Texte]

Mr. Blaikie: If you check the record, no one has ever said they would be immediately in danger. The claim has always been that there would be pressure over the course of a number of years to harmonize Canadian and American social policy. No one has said they would be in immediate danger.

Ms Dobbie: Mr. Blaikie, they do have social policies in the United States.

Mr. Blaikie: Yes, they do—

Ms Dobbie: They also have subsidies.

Mr. Blaikie: —they have inferior social policies. The danger is—

Ms Dobbie: That is a subjective statement.

Mr. Blaikie: No, it is not a subjective statement, in the sense that most Canadians would agree with me, I think, that our health care program, for instance, is superior to that of the United States. It is only those people who maybe are casting a desirous eye, if you like, on the United States health system, because it is more privatized and because there is more business involvement. . . Maybe that is part of the agenda. No one will own up to that.

All I am saying is that in the course of this harmonization many things may well be argued. But it is not a case of immediate danger, unless the right of commercial presence meant that U.S. multinational health companies could come into Canada right away. But that is in dispute.

• 0945

I want to ask you a question about hydro, because that is of particular concern to Manitoba and you mentioned it in your brief. First of all, I want to say I find it passing strange that the business community and indeed the opposition here in Manitoba is now such a big fan of massive export sales to the United States when they have been—

Ms Dobbie: That is easy enough to answer.

Mr. Blaikie: —so critical over the years of the government here for having an export policy with respect to hydro.

Ms Dobbie: May I suggest to you that since we have made this major, major investment in developing a hydro resource—whether we like it or not it is there—now we had better get some sales so we can pay for it.

Mr. Blaikie: You are even talking about new investment, new massive investment. But what I want to say to you is are you not concerned that under the terms of this agreement Manitoba would not have the freedom to charge Manitobans a price different from what they

[Traduction]

M. Blaikie: Si vous vérifiez le compte rendu, personne n'a parlé de danger immédiat. On a prétendu qu'il faudrait procéder peu à peu à l'harmonisation des politiques sociales canadiennes et américaines. Personne n'a parlé de danger immédiat.

Mme Dobbie: Monsieur Blaikie, les États-Unis ont des politiques sociales.

M. Blaikie: Oui, ils en ont. . .

Mme Dobbie: Ils ont également des subventions.

M. Blaikie: . . . ils ont des politiques sociales moins développées. Le danger est. . .

Mme Dobbie: C'est une affirmation subjective.

M. Blaikie: Non, ce n'est pas une affirmation subjective, dans le sens que la plupart des Canadiens reconnaîtraient avec moi que nos programmes de santé sont, par exemple, meilleurs que ceux des États-Unis. Ce sont peut-être les personnes qui jettent un regard d'envie, si vous voulez, sur le système de santé des États-Unis, parce qu'il est davantage privatisé et commercial. . . C'est peut-être là une explication. Mais personne ne la reprend à son compte.

J'affirme uniquement qu'au cours de ce processus d'harmonisation des politiques il y aura de nombreux arguments avancés de part et d'autre. Mais il ne s'agit pas d'un danger immédiat, à moins que le droit à la présence commerciale veuille dire que les compagnies américaines multinationales du domaine de la santé pourraient s'introduire immédiatement au Canada. Mais ce principe est contesté.

Je voudrais vous poser une question sur l'énergie électrique, parce qu'il s'agit là d'une question particulièrement importante pour le Manitoba et que vous en parlez dans votre mémoire. Tout d'abord, je voudrais dire que je trouve cela assez étrange que le monde des affaires et même l'opposition ici au Manitoba est toutefois maintenant tellement partisan des ventes massives aux États-Unies alors que. . .

Mme Dobbie: Il est facile de répondre à cela.

M. Blaikie: . . . parce qu'ils ont tellement critiqué le gouvernement ici pour sa politique d'exportation d'électricité.

Mme Dobbie: Je dois vous dire qu'après avoir effectué des investissements—très, très importants pour développer nos ressources hydro-électriques—que nous soyons d'accord avec ce principe ou non—il faudrait bien maintenant pouvoir vendre un peu d'électricité pour rentabiliser ces investissements.

M. Blaikie: Vous parlez même de nouveaux investissements, de nouveaux investissements massifs. Mais je voudrais vous demander si le fait, qu'aux termes de cet accord, le Manitoba ne serait pas autorisé à demander au Manitoba un prix différent de celui qu'il facturerait à ses